

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**
Maire

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **21 janvier 2019**

Argumentaire – suspension d’instance et annulation des audiences

1. Nous comprenons de la demande de ma consœur que ses arguments reposent essentiellement sur deux facteurs;
2. Le premier est à l’effet que la Commission devrait attendre que la Cour supérieure se penche sur la légalité des résolutions adoptées par le Conseil municipal concernant le congédiement de Guy Grenier;
3. Le deuxième est le dépôt de plaintes par Alain Laplante contre les conseillers ayant signé la demande d’enquête faisant l’objet de la présente audience. Pour Alain Laplante, il devrait y avoir fusion entre le dossier présent et les plaintes déposées par lui;
4. Quant au premier facteur, mentionnons d’abord qu’il n’y a pas litispendance entre le recours entrepris par Guy Grenier à la Cour supérieure et la demande d’enquête en matière d’éthique et de déontologie portant sur les agissements d’Alain Laplante dans les faits entourant le congédiement de Guy Grenier;
5. En effet, il n’y a ni identité de parties, ni de cause, ni d’objet. Les deux recours peuvent donc être poursuivis parallèlement;
6. Ensuite, la légalité des résolutions adoptées congédiant Guy Grenier n’est pas pertinente pour évaluer la conduite d’Alain Laplante. Même si les résolutions étaient illégales, cela ne change pas les faits qui se sont déroulés;

7. La légalité des résolutions n'affecte pas la présence d'Alain Laplante aux côtés de Guy Grenier lors des négociations et ses tentatives d'empêcher la Ville de mandater un avocat dans ce dossier;
8. Il faut comprendre que dans ce dossier, ce qui est reproché à Alain Laplante n'est pas le fait de prendre position dans le cadre du litige opposant Guy Grenier à la Ville;
9. Ce qui est reproché, c'est essentiellement d'avoir pris fait et cause pour Guy Grenier et d'avoir tenté de le favoriser au détriment de la Ville, notamment, en retardant le mandat de l'avocat représentant la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier et en accompagnant Guy Grenier dans le cadre des négociations entre la Ville et celui-ci;
10. En ce sens, lorsque ma consœur parle d'intérêt de la Ville, l'intérêt de la Ville n'est pas que le maire prenne ouvertement parti contre elle dans une procédure judiciaire, ou que la Ville ne soit pas représentée par avocat dans le litige l'opposant à Guy Grenier;
11. En somme, la décision de la Cour supérieure ne modifiera pas les faits reprochés et ne modifiera pas la qualification de l'intérêt de la Ville;
12. En regard du plumitif en date d'aujourd'hui dans le dossier opposant la Ville à Guy Grenier, aucune date d'audience n'est fixée. L'audience pourrait donc se tenir dans un avenir plus ou moins rapproché. Ce faisant, est-il vraiment dans l'intérêt public d'attendre qu'une décision soit rendue par la Cour supérieure, en sachant que la conclusion ne viendra pas justifier la conduite d'Alain Laplante dans le dossier présent?
13. En ce qui regarde le deuxième argument, des plaintes ont été reçues le 18 janvier 2019;
14. À ce moment-ci, rien ne permet d'affirmer qu'une enquête sera déclenchée;
15. Le regroupement du présent dossier avec d'autres dossiers est hypothétique en ce que les conduites reprochées aux élus ne seraient pas les mêmes que dans le dossier présent. Si ces plaintes débouchaient sur une enquête, elles viseraient des élus différents pour des conduites différentes;
16. Également, nous ne savons pas si ces plaintes déboucheront sur une enquête et encore moins sur une citation. Ainsi, la possibilité de réunir ces dossiers est d'autant plus hypothétique;

17. Pour toutes ces raisons, l'audience devant se tenir du 18 au 21 mars 2019 n'est pas prématurée, puisqu'il n'y a pas litispendance entre le recours entrepris par Guy Grenier contre la Ville et la présente enquête, les intérêts de la Ville ne sont pas liés à la légalité des résolutions et le regroupement hypothétique de dossiers n'est pas pertinent;
18. Le respect des règles déontologiques par un élu municipal est d'intérêt public. L'intérêt public et une saine administration de la justice commandent de favoriser la célérité des procédures.